

Postscriptum

Journal du Parti socialiste genevois Novembre 2022 n°33



SOMMAIRE

Numéro spécial Jeunesse socialiste

plan politique: pas de votation fédérale ni de vo- volontiers accepté d'ouvrir les pages du journal à tation cantonale! La section genevoise de la JS a ces nouvelles rédactrices et nouveaux rédacteurs saisi cette opportunité pour proposer un numéro pour ce numéro en leur confiant la rédaction en spécial mettant en avant les préoccupations des chef d'un cahier spécial JS. plus jeunes membres de notre parti.

C'est un mois de novembre un peu spécial sur le Le comité de rédaction de Postscriptum a très

Jeunesse socialiste genevoise

- 03 La politique, le numérique... et les jeunes, par Zélie Gottraux
- 04 Le déménagement de Quai 9, un défi qui pourrait devenir une opportunité, par Mélanie Rufi
- 05 Les squats, dernier barrage face au capitalisme urbain, par Lucien Schwed
- 06 Champ-Dollon, ou l'indignité dans la privation de liberté, par Federico Di Napoli
- **07** Pourquoi tout le monde chope la chlamydia?, par Elisabetta Marchesini

Le Postscriptum est envoyé aux membres et aux sympathisant-es du PS genevois. Il paraît 5 fois par année.

Rédaction en chef du cahier spécial: Jeunesse socialiste

Rédactrice en cheffe : Marine Pochon Comité de rédaction: Frédérique Bouchet, Nicolas Clémence, Morgane Dentan, Diego Esteban, Eloisa Gonzalez, Alexandre Goumaz, Clémence Peillex

Graphisme: Morgane Dentan Impression: Imprimerie Nationale

- 08 Le lobbyisme, huile ou grain de sable dans les rouages de la politique suisse?, par Zélie Gottraux
- 09 Communauté internationale à Genève, par Mirko Ondráš
- **09** Opportunités de mobilité internationale en Europe pour les jeunes, par Mirko Ondráš
- 10 Initiative pour l'avenir: pourquoi l'urgence climatique est socialiste, par Thomas Bruchez

Politique fédérale

11 LPP 21: après AVS 21, la droite enfonce les droits des assuré-es, par Christian Dandrès

Politique communale

12 Votation communale: Tram Nations - Grand-Saconnex, oui à des aménagements de qualité!, par Michel Pomatto

Vie du Parti

- 13 La mobilisation continue!, par Jean-Pierre Tombola
- 14 Initiative pour des soins dentaires accessibles à toute la population



LA POLITIQUE, LE NUMÉRIQUE... **ET LES JEUNES**

Par Zélie Gottraux Membre du comité de la JS genevoise

Jadis vues comme fantastiques outils démocratiques, les technologies numériques semblent aujourd'hui favoriser un fractionnement croissant des mentalités. Dans un futur où prédominera le numérique, qu'adviendra-t-il de la politique?

«Les politicien-nes consacrent une énergie considérable à se mettre en scène pour gagner en visibilité dans un monde où le temps d'attention de chaque citoyen-ne est une denrée précieuse»

La réponse à cette question dépendra de la façon dont trois problèmes majeurs seront traités. Premièrement, les bulles de filtre. Ce concept désigne l'isolement qui découle des algorithmes de personnalisation régissant les structures des moteurs de recherche et des applications. Chaque utilisateur-trice a accès à des résultats taillés sur mesure en fonction de son historique de recherche, mais se voit ainsi cantonné-e à certains résultats: une personne orientée à gauche politiquement ne verra sur son mur Facebook que des publications correspondantes, ce qui, à l'échelle de la société, complique le dialogue. Une solution

envisageable serait de programmer les algorithmes pour qu'ils laissent apparaître, de façon aléatoire, des contenus n'ayant rien à voir avec les intérêts de l'utilisateur-trice.

Deuxièmement, on observe une tendance de la politique à se soumettre à la logique du marché de l'attention présente sur le réseaux sociaux: c'est-à-dire que les politicien-nes consacrent une énergie considérable à se mettre en scène pour gagner en visibilité dans un monde où le temps d'attention de chaque citoyen-ne est une denrée précieuse. Certes, il est important que la politique soit accessible à toutes et tous et que les élu-es adaptent leur mode de communication à l'ère numérique. Cela ne signifie pas pour autant donner la priorité aux likes et renoncer à avoir de vrais agendas politiques.

Troisièmement, il importe de prendre en compte le fait que l'engagement politique chez les jeunes s'exprime via Internet, mais pas seulement. Une étude¹ menée en Allemagne démontre qu'au contraire de certaines idées reçues, les jeunes s'intéressent à la politique; cependant, il importe de combiner numérique et réel pour que la motivation perdure. Internet peut être utilisé pour collecter et communiquer des idées, mais des résultats concrets doivent se faire ressentir par la suite.

¹ Norbert Kesting et Paul Jacobson: Warum die erzwungene Digitalisierung scheiterte, Katapult Magazin 26, 2022

Postscriptum | novembre 2022 Postscriptum | novembre 2022



LE DÉMÉNAGEMENT DE QUAI 9, UN DÉFI QUI POURRAIT DEVENIR **UNE OPPORTUNITÉ**

Entretien avec Thomas Herquel Directeur ad interim de Première Ligne



Depuis 21 ans, les locaux verts du Quai 9 font partie intégrante du quartier des Grottes. Géré par l'association Première Ligne, le lieu permet aux usager-ères de consommer des drogues de manière encadrée, réduisant ainsi les risques de dommages sur leur santé. Elles et ils peuvent aussi y bénéficier de soins médicaux de base, d'orientation vers des ressources externes, et d'un lieu de socialisation.

À l'origine, Quai 9 a été construit à un emplacement important du trafic de drogues, pour être proche du public cible. Toutefois, les travaux prévus de la gare Cornavin vont forcer les locaux à déménager. Discussion avec Thomas Herquel, le directeur ad interim de Première Ligne.

Quel serait votre nouvel emplacement idéal?

Idéalement, notre nouvel emplacement serait au cœur de la vie urbaine, pour ne pas perdre notre réseau. La qualité des locaux sera déterminante pour assurer un bon accueil et de bonnes conditions de travail. Nous pourrions bénéficier d'un lieu plus grand et adaptable à l'évolution de la consommation, mais surtout d'un lieu beau, propre et accueillant. Le local reflète ce qu'on dit des personnes qu'on accueille.

Que pensez-vous du débat actuel sur l'existence d'un lieu «approprié» pour vos locaux?

De toute manière, nous accueillons une population qui dérange, car elle suscite des craintes et rappelle l'existence de la pauvreté. Où qu'on aille, il faudra échanger avec le voisinage, expliquer notre travail, et montrer l'humanité des usager-ères, comme nous l'avons fait ici il y a 20 ans. Le pire qui pourrait nous arriver serait que le choix du nouveau lieu se fasse à la dernière minute, sans que nous ayons le temps de discuter avec le voisinage. Une transition brutale pourrait vraiment crisper les gens et rendre notre déménagement difficile.

Est-ce que ce déménagement représente aussi une opportunité pour vous?

Oui, c'est une opportunité de réfléchir à notre aména-

gement et aux possibilités de développement. Le logement représente clairement un des prochains combats de l'association. Une partie importante des usager-ères sont à la rue, et subissent la double peine de l'addiction et de la précarité. Ces personnes peuvent difficilement se soumettre aux règles nécessaires pour obtenir les logements d'urgence, et il faut donc créer une offre spécifique pour pouvoir les sortir de la rue. Le logement est une précondition pour pouvoir améliorer les conditions socio-sanitaires des personnes.

> «Une transition brutale pourrait vraiment crisper les gens et rendre notre déménagement difficile.»

Selon vous, est-ce que Quai 9 a aussi un but social?

Dans la réalité des personnes, il est très compliqué de tracer une limite entre le social et la santé. Notre

action principale est considérée comme sanitaire, mais se doit de prendre en compte les dimensions sociales des personnes. C'est fondamental de s'interroger sur le logement car notre public est beaucoup plus précaire maintenant qu'il y a 20 ans. La réalité est qu'il y a des gens qui sont dans des situations dangereuses à cause de l'absence de domicile; puisque c'est nous qui sommes en contact avec ces personnes, ça devient notre mission de défendre ces besoins. Il y a des liens très clairs entre la précarité du logement, les comorbidités psychiques, et l'utilisation de stupéfiants.

Propos recueillis par Mélanie Rufi, membre du comité de la JS genevoise

→ Plus d'info: www.premiereligne.ch

LES SQUATS, DERNIER BARRAGE **FACE AU CAPITALISME URBAIN**

Par Lucien Schwed Membre du comité de la JS genevoise

Les loyers augmentent, les propriétaires s'enrichissent. Estce qu'on ne pourrait pas faire suisses consacrent environ 15% autrement?

Il existe bien une alternative au modèle locatif et à l'engraissement des proprios. Ce modèle était florissant à Genève jusqu'au milieu des années 2000: le squat.

Le squat, c'est le fait d'occuper un espace sans payer de loyer. C'est un modèle d'habitation qui fait vivre des gens sans enrichir des propriétaires. Mais c'est aussi une pratique qui remet en question quelques piliers de notre société capitaliste.

Une vie sans loyer, c'est une vie avec moins de travail (les ménages de leur revenu brut au logement). Moins de travail, c'est plus de temps pour s'organiser politiquement et pour créer du lien social.

Le lien social, c'est aussi la structure de la vie en squat qui le nourrit: partage de l'espace, des tâches, mais aussi des décisions.

Les squats posent aussi la question des espaces non marchands, de plus en plus rares à Genève. En organisant des bouffes pop, des projections et des fêtes, ils créent une vie culturelle et sociale à laquelle chacun-e peut participer, quels que soient ses moyens.

Aujourd'hui, seul-es quelques héritier-ères des squats subsistent à Genève. Leur survie est importante parce que (et non bien que) ce sont des viviers de contestation politique, et pas uniquement de gentils espaces culturels. En tant que militant-es de gauche, nous devons réaffirmer notre solidarité avec les squatteur-euses et contre la spéculation et les abus des proprios!

Postscriptum | novembre 2022 Postscriptum | novembre 2022

CHAMP-DOLLON, OU L'INDIGNITÉ DANS LA PRIVATION DE LIBERTÉ

Par Federico Di Napoli Membre du comité de la JS genevoise

«La prison, c'est priver quelqu'un de sa liberté, pas de sa dignité»

Pr. Philippe Conte

La prison fait souvent office de sujet tabou, trop peu abordé en société, alors qu'il mérite toute notre attention.

En 2020, le Tribunal fédéral admet que le centre pénitentiaire de Champ-Dollon viole les articles de la Constitution fédérale ainsi que de la Convention européenne des Droits de l'Homme (les deux plus hauts textes de loi que doit respecter la Suisse, respectivement au niveau national et international). En effet, Champ-Dollon violerait l'interdiction de torture ainsi que d'autres droits humains lors des détentions provisoires. Cela n'est pas nouveau, ce centre carcéral a été l'objet de nombreuses polémiques en 2007 et 2016, notamment lorsque les HUG y ont découvert une grande hausse des tentatives de suicide.

Des témoignages affirment que les détenu-es restaient enfermé-es 22 à 23 heures par jour, avec comme espace personnel seulement 3,7 m².

En mars 2020, en pleine pandémie, 650 personnes sont incarcérées dans un espace prévu pour 400; cela n'est pas normal.

Enfin, pour terminer cette énumération de problèmes liés au centre pénitentiaire de Champ-Dollon, le requérant de l'affaire «Bardali c. Suisse» devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme s'est plaint du «manque d'activités sociales ou récréatives, de la température élevée et des moisissures dans la cellule ainsi que de la mauvaise aération, de l'impossibilité de prendre une douche tous les jours et des restrictions quant aux visites et appels téléphoniques».

La plainte du requérant ayant été exposée, je laisse les lectrices et lecteurs décider si les conditions de vie des détenu-es sont tolérables. Oui, la prison est un lieu de punition, mais elle ne doit pas être un lieu de torture.

Le système nord-européen des prisons serait un exemple à suivre. En effet, celles-ci sont plus axées sur la réinsertion que sur la punition en elle-même.

Si certaines organisations anti-pénitentiaires sont pour l'abolition totale des prisons, il conviendrait de trouver un juste milieu en les rendant dignes et plus humaines.





POURQUOI TOUT LE MONDE CHOPE LA CHLAMYDIA?

Par Elisabetta Marchesini Membre du comité de la JS genevoise

Au mois de mai de cette année, une épidémie de variole du singe est apparue en Suisse. Cette épidémie touche 521 personnes aujourd'hui, dont la plupart sont des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. Bien que le Conseil fédéral ait décidé de commander 100 000 doses de vaccins, il a fallu attendre plus d'un mois pour que les diverses associations LGBT se fassent entendre. Il semble que, lorsqu'il s'agit des gays, le Conseil fédéral agit aussi lentement que possible. Est-ce que ce manque d'aide de l'État concerne toutes les infections sexuellement transmissibles (IST)? Et comment pourrions-nous changer la situation en tant que parti?

Lorsqu'il s'agit de faire de la prévention concernant les IST, l'État met peu de mesures concrètes en place. Ce constat se ressent directement en tant qu'adolescent-e, à part un nombre insuffisant d'heures d'éducation sexuelle données à l'école, les lieux et sources d'information complémentaires sont inexistants ou presque.

Certes le nombre de diagnostics annuels de virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est nettement en baisse depuis 2002 mais le nombre de diagnostics de chlamydia stagne et le niveau de diagnostics de gonorrhée augmente. Contrairement aux maladies plus communes en Suisse, les IST sont très stigmatisées et stigmatisantes.

Les conséquences sont nombreuses : cela complique notamment la prévention, l'accès aux soins et la santé mentale des personnes malades.

La problématique des IST et de la santé sexuelle touche en particulier quatre des groupes les plus précarisés dans notre société: les jeunes, les femmes, les personnes LGBT et les personnes issues de pays «à haute prévalence »¹. La prévention des IST est donc non seulement une problématique de santé nationale et globale, mais aussi une problématique sociale et féministe.

En tant que parti de gauche, nous devons nous battre pour une inscription dans le catalogue des prestations prises en charge par l'assurance-maladie de base des coûts de la santé sexuelle pour toutes et tous ou, au moins, une caisse de fonds de santé sexuelle pour les jeunes et les plus précaires. En outre, il faudrait réfléchir à des pistes pour diminuer la stigmatisation des IST en Suisse, notamment par plus de campagnes et une augmentation des cours d'éducation sexuelle durant le cursus scolaire et en dehors de ce dernier.

1. Selon l'OMS, tous les pays de la région de l'OMS « Afrique » (sans l'Algérie, mais y compris Djibouti, Soudan et Somalie) ainsi que la Thaïlande, le Brésil, le Suriname, la Guyane, le Belize, la Jamaïque, Haïti et la République dominicaine, les Bahamas, la Barbade et Trinité-et-Tobago.

Postscriptum | novembre 2022 6 Postscriptum | novembre 2022



LE LOBBYISME, HUILE OU GRAIN DE SABLE DANS LES ROUAGES DE LA POLITIQUE SUISSE?

Par Zélie Gottraux Membre du comité de la JS genevoise

«Les lobbies sont partie intégrante de notre démocratie», affirme Fritz Sager, professeur de sciences politiques à l'Université de Berne. «Les parlementaires ne peuvent pas avoir une connaissance approfondie de tous les dossiers. Ils ont donc besoin d'informations. Ils en reçoivent de leurs groupes parlementaires mais aussi des lobbies.» Sur le plan théorique, le travail des lobbies trouve donc une justification. Cependant, l'argument du professeur Sager présuppose un équilibre des forces en présence, lequel est loin d'être avéré. Tout en gardant à l'esprit que des intérêts personnels biaisent l'appréciation de la situation transmise aux parlementaires, on pourrait concevoir que les politicien-nes soient à même de se faire une idée des enjeux de par la multitude des lobbies et des intérêts défendus par ceuxci. Néanmoins, les actrices et acteurs représenté-es par les lobbies sont avant tout d'ordre économique et ne représentent par conséquent qu'une minorité au sein de la population.

Le problème se pose de manière encore plus évidente lorsque les élu-es siègent au conseil d'administration d'entreprises risquant d'être touchées par l'imposition de nouvelles mesures. Au mois de septembre 2022, le Conseil des États a rejeté la proposition de plafonner les réserves détenues par les caisses maladie qui amassent des montants toujours plus indécents tout en continuant d'augmenter les primes payées par les assuré-es. Le coût de l'assurance maladie oblige de

nombreuses personnes à faire appel à des subsides, lesquels sont pris en charge par les impôts. La communauté paie donc à la place des caisses maladie, dont la fonction première – garantir l'accès aux soins à toutes et tous – semble avoir été remplacée par des activités spéculatives. Le problème est connu de longue date: Alain Berset tente depuis 2020 de faire pression sur les assurances pour qu'elles acceptent de lâcher leurs réserves. Cependant, la loi ne les y oblige pas, et le fait que rien ne soit entrepris pour modifier la législation semble indiquer la présence d'intérêts communs entre politicien-nes et caisses maladie, ou l'influence des lobbies de ces dernières.

« Les actrices et acteurs représenté-es par les lobbies sont avant tout d'ordre économique et ne représentent par conséquent qu'une minorité au sein de la population. »

Enfin, selon un article paru récemment dans le Courrier, les réseaux sociaux sont utilisés pour influencer les choix des élu-es... à leur insu. À l'ère du numérique, le lobbyisme, loin d'être obsolète, entre dans une nouvelle dimension.

COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À GENÈVE

Par Mirko Ondráš Membre du comité de la JS genevoise

D'après les statistiques officielles, 41% de la population du canton de Genève sont des personnes étrangères. C'est une partie importante de notre société, mais lorsqu'il s'agit de la visibilité médiatique et de la participation politique, leur part reste beaucoup plus faible

La communauté internationale est loin d'être un groupe homogène, sa pluralité reflète la diversité culturelle et sociale du monde. Leurs cercles sociaux sont également variés. Certain-es gardent un contact étroit avec la communauté de leur pays d'origine, d'autres non. D'autres encore privilégient des cercles internationaux anglophones.

Bien que peu représenté-es en politique, nos voisines issu-es de la migration sont tout aussi impacté-es par les décisions, surtout quand il s'agit de la politique d'immigration. Au cours de la dernière décennie, les possibilités d'être naturalisé-e ou de rester en Suisse ont été réduites, pour les diplomates, les personnes travaillant à l'ONU et leurs familles, même pour les jeunes ayant vécu ici la plupart de leurs vies. Le canton de Genève est particulièrement concerné et devrait protéger ses communautés des attaques de la Confédération.

Les personnes étrangères de classe ouvrière ne sont pas moins touchées. Les travailleur-ses qui dépendent de leur emploi pour pouvoir rester en Suisse sont particulièrement vulnérables, ce qui est souvent exploité par le patronat. Être payé-e la moitié de ce que gagnent les collègues, travailler à des horaires abusifs, ou même se faire voler une partie de son salaire, ceci fait partie du quotidien pour beaucoup de nos voisin-es.

Le canton doit agir pour défendre ces personnes vulnérables. Il est encore trop commun que des élu-es négligent les personnes sans droit de vote. Pour cela, l'élargissement du droit de vote, ainsi qu'une solidarité générale plus forte, sont nécessaires.

Opportunités de mobilité internationale en Europe pour les jeunes

Par Mirko Ondráš Membre du comité de la JS genevoise

Erasmus+ est connu pour les échanges universitaires. En réalité, l'UE et Erasmus+ offrent beaucoup plus en termes de mobilité européenne pour les jeunes de tout horizon. Partenariats associatifs, volontariats, projets Jeunesse et politique, ou simples rencontres de jeunes pour quelques jours: tout

cela est possible et peut même être remboursé.

La Suisse ne fait pas partie d'Erasmus+, mais a un système partenaire: Movetia. Cependant, les conditions pour le soutien financier sont plus strictes et les événements européens font rarement partenariat avec la Suisse.

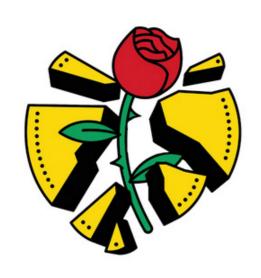
Ces nombreux programmes sont une opportunité de voyager, faire des échanges culturels et rencontres intéressantes, et d'élargir ainsi ses horizons.

→ Plus d'info www.movetia.ch/fr/ programmes/europe/

Postscriptum | novembre 2022 9 Postscriptum | novembre 2022

INITIATIVE POUR L'AVENIR: POURQUOI L'URGENCE CLIMATIQUE EST SOCIALISTE

Entretien avec Thomas Bruchez Vice-président de la JS Suisse



La JS Suisse a lancé «l'initiative pour l'avenir». Elle vise à établir un impôt de 50% sur la part des successions de plus de 50 millions pour financer des mesures pour répondre à l'urgence climatique. La gestion bourgeoise de la crise est un échec car elle est centrée sur la responsabilité individuelle, les mécanismes marchands et un solutionnisme technologique, sans changer les fondements structurels du capitalisme.

C'est quoi une politique climatique sociale?

C'est une politique climatique financée de manière juste. Ce n'est pas à la majorité de la population de la financer mais aux ultra-riches qui profitent le plus du système à l'origine de la crise. Mais elle est aussi socialement juste dans les mesures à mettre en place. Personne ne doit subir les conséquences de la transformation écologique de la société, que ce soit dans le domaine du travail (reconversions professionnelles), du logement (rénovations énergétiques pas à la charge des locataires) ou des services publics.

Donc l'idée est de faire payer le prix de la crise aux ultra-riches et pas aux travailleurs et travailleuses?

Exactement. On estime que les 10 familles les plus riches de Suisse sont responsables, par leurs investissements, d'autant d'émission de CO₂ que 92% de la

population suisse! Cet enjeu est bien plus important que la consommation directe et malheureusement bien trop peu thématisé. Notre initiative est complémentaire à celle pour un fonds climat qui vise à permettre des investissements importants dans un certain nombre de domaines. Mais elle est plus transformatrice car elle propose un mode de financement juste et vise à transformer notre économie.

«On estime que les 10 familles les plus riches de Suisse sont responsables, par leurs investissements, d'autant d'émission de CO₂ que 92% de la population suisse!»

Votre initiative est donc une campagne pour parler de notre projet de société et essayer de rallier de nouveaux membres?

Ce n'est pas juste une récolte de signature, mais bel et bien une campagne lancée dans toute la Suisse. Parce qu'il y a urgence et qu'on ne va pas attendre 4 ans jusqu'à la votation. Il s'agit de produire une prise de conscience. Le but est d'aller dès maintenant à la rencontre de la population, de politiser et de susciter l'espoir. De créer des espaces de débat autour de cette initiative pour discuter des mesures climatiques à mettre en œuvre. Pour politiser la jeunesse mais aussi l'ensemble de la société. La JS souhaite montrer la dimension à la fois sociale et systémique de l'urgence climatique et se faire entendre!

Propos recueillis par Eloisa Gonzalez

→ À signer sur www.juso.ch



LPP 21: APRÈS AVS 21, LA DROITE ENFONCE LES DROITS DES ASSURÉ-ES

Par Christian Dandrès Conseiller national

Il y a cinq ans les votant-es refusaient d'augmenter l'âge de la retraite des femmes et de péjorer les rentes du 2° pilier, en rejetant le paquet Prévoyance 2020. Au lieu d'y voir la volonté de la population de garantir des retraites dignes et de corriger les conséquences des discriminations faites aux femmes, la droite et le Conseil fédéral sont repartis en selle, en considérant qu'il serait plus facile de dégager des majorités en scindant leurs attaques en deux projets.

C'est là l'origine d'AVS 21 et LPP 21.

AVS 21 a été adoptée en votation populaire par une faible majorité. Les hommes, surtout ceux aux revenus élevés, ont fait pencher la balance. LPP 21 est toujours en cours de discussion.

La droite a rongé son frein jusqu'au scrutin du 25 septembre pour éviter d'effrayer la population. AVS 21 acceptée, elle peut désormais lâcher la bride à ses attaques sur les autres mécanismes sociaux du système de retraite. Elle l'a fait en commission parlementaire il y a quelques jours, en réduisant encore la portée des quelques mesures de compensation proposées pour les personnes qui prendront leur retraite peu après l'entrée en vigueur de cette contre-réforme.

Le 2e pilier a été accepté grâce à la promesse -au-

jourd'hui bafouée – de garantir une retraite correspondant, avec l'AVS, à 60% au moins du revenu d'activité. La position de la droite se résume à favoriser un peu plus encore les intérêts des assurances, des banques, des gestionnaires de fortune et des nombreux autres intermédiaires qui profitent de la prévoyance professionnelle. Plus de la moitié des assuré-es au 2ème pilier le sont, pour le risque invalidité et décès, auprès d'assurances privées, et un quart environ également pour l'épargne.

La LPP est très lucrative pour les assureurs, qui se réservent la part du lion grâce à l'ordonnance scandaleuse de l'ancien Conseiller fédéral Merz, précédemment membre du Conseil d'administration d'Helvetia Vie. Cette ordonnance a par exemple permis, pour la seule AXA, de soustraire aux assuré-es 2,5 milliards de francs pour les années 2007 à 2021¹!

Une seule réponse s'impose dans l'immédiat: renforcer l'AVS, notamment avec l'initiative syndicale en faveur de la 13^{ème} rente, et se préparer à lancer le référendum contre LPP 21.

¹Motion 21.4572 in www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft ?Affairld=20214572

Postscriptum | novembre 2022 10 Postscriptum | novembre 2022

Politique communale

Vie du Parti

VOTATION COMMUNALE: TRAM NATIONS - GRAND-SACONNEX, OUI À DES AMÉNAGEMENTS DE QUALITÉ!

LA MOBILISATION CONTINUE!

Par Jean-Pierre Tombola Membre du Comité directeur, responsable de la mobilisation

Par Michel Pomatto



Le 27 novembre 2022 les électeurs et les électrices du Grand-Saconnex voteront, à la suite d'un référendum, sur une délibération du Conseil municipal du 15 octobre 2021 qui autorise la constitution, au profit de l'État, d'emprises provisoires de chantier et d'emprises définitives sur le domaine public et privé communal. Les emprises définitives concernent 5 parcelles pour une surface 3'669 m², soit approximativement un demi-terrain de foot. Cette délibération a été acceptée avec 21 oui, 2 non et 2 abstentions.

La loi genevoise sur le réseau des transports publics prévoit le prolongement de la ligne de tram Cornavin Place des Nations jusqu'au Grand-Saconnex - P47 - et Ferney-Voltaire. Pour mémoire, une liaison similaire existait de la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1938. Ce tram sera mis en service en 2026.

Le OUI aux cessions de terrain est soutenu par la majorité des groupes représentés au Conseil municipal, c'est-à-dire: les Socialistes, les Vert-es, le Centre et le PLR ainsi que l'ATE, Pro Vélo et un comité unitaire.

La prolongation du tram est bénéfique pour la commune et ses habitant-es. Elle est le résultat d'un processus de planification territoriale et de concertations afin d'améliorer la mobilité au niveau de l'agglomération. La construction d'un tunnel routier, lié à la réalisation du tram, va contribuer à réduire significativement le trafic de transit au centre de la commune, répondant ainsi à une demande de la population.

L'arrivée du tram accompagnera les projets d'aménagement qui sont en cours. Il sera un progrès en matière de connectivité avec le reste du territoire et avec la région française voisine et favorisera l'intermodalité, en permettant à la population de combiner des modes de transport différents pour gagner en temps de trajet tout en limitant l'empreinte carbone des déplacements.

Les aménagements prévus contribueront à optimiser le réseau de transports en commun et les voies dédiées à la mobilité douce: pistes cyclables et cheminements piétonniers. Actuellement, ces agencements font cruellement défaut.

L'emprise au sol du tram va certes induire l'abattage d'arbres sur le territoire communal, mais le double sera replanté et des aménagements végétalisés et perméables permettront de lutter contre les îlots de chaleur.

Les Socialistes du Grand-Saconnex appellent à voter OUI afin de permettre la réalisation d'aménagements de qualité bénéfiques pour toutes et tous.

Camarades,

La campagne pour les élections cantonales 2023 est lancée. La réussite de celle-ci requiert une action collective et une mobilisation qui exige de redoubler nos efforts. Ceci est indispensable pour conserver la majorité de gauche au Conseil d'État et obtenir un groupe parlementaire fort au Grand Conseil.

Les militant-es et les élu-es sont les premières personnes à porter et défendre les idées du PS dans notre société (cercle privé, tissu associatif, cadre professionnel, etc...). Leur activité sur le terrain est essentielle dans la vie du parti car militer c'est collaborer aux différentes actions, c'est être présent sur le terrain en vue de participer au dialogue avec la population et entre nous camarades.

« Les militant-es et les élu-es sont les premières personnes à porter et défendre les idées du PS dans notre société »

Pour cette campagne, le Parti socialiste a décidé d'aller au plus près des électrices et électeurs en organisant plusieurs actions de proximité, notamment une campagne d'envergure par le biais du porte-à-porte. Celui-ci est considéré aujourd'hui comme l'une des manières les plus efficaces de mener une campagne politique permettant de mobiliser les abstentionnistes, lesquel-les représentent la majorité de l'électorat genevois. Notre mobilisation est requise pour atteindre un objectif de 30'000 portes frappées sur le canton durant toute la campagne. Pour y parvenir, nous avons besoin de la participation de l'ensemble des candidates, des élu-es, et des militant-es du Parti.

Je vous invite donc à participer activement dans le cadre de ces actions de campagne qui seront organisées par le Parti au niveau cantonal et par les sections communales. Durant cette campagne, nous récolte-



rons également les signatures pour l'initiative populaire cantonale sur les soins dentaires que nous venons de lancer, avec un objectif de 6'000 signatures à récolter notamment lors du porte-à-porte.

Chacun-e peut contribuer à sa manière aux diverses actions, par exemple en relayant ou en partageant les publications du Parti sur les réseaux sociaux, en véhiculant les idées et les valeurs du PS notamment autour de ses proches, cercles d'amis, connaissances, milieux professionnels. Chacun-e pourra participer aux actions pour lesquelles il ou elle se sent le plus à l'aise (stands, tractage, distribution de flyers, récolte de signatures pour l'initiative soins dentaires, appels téléphoniques, conférences-débats et autres événements thématiques).

Je me réjouis de mener à vos côtés cette magnifique campagne. Le plaisir sera pour moi de vous rencontrer lors des prochains évènements pour défendre et porter ensemble le programme politique du PS car, ensemble nous sommes plus fort-es!

Postscriptum | novembre 2022 12 Postscriptum | novembre 2022

Vie du Parti

INITIATIVE POUR DES SOINS DENTAIRES ACCESSIBLES À TOUTE LA POPULATION

Savez-vous qu'en Suisse, près de 20 % de la population doit renoncer aux soins dentaires pour des questions de coût? La raison est simple: les ménages doivent payer de leur poche la quasitotalité de la facture dentaire. Devant des dépenses importantes, nombreux sont ceux et celles qui renoncent à se soigner.

Or, si les affections bucco-dentaires ne sont pas traitées de manière précoce, des complications sérieuses peuvent apparaître, soit localement, soit être la cause de problèmes de santé beaucoup plus graves.

Il est nécessaire de renforcer la prévention afin d'encourager les bonnes pratiques (contrôles réguliers,

détartrages) dès le plus jeune âge! Avec la création d'un service du médecin-dentiste cantonal, la politique cantonale de prévention sera coordonnée, cohérente et ambitieuse.

Un chèque annuel de 300 frs sera en plus octroyé aux bénéficiaires de subsides d'assurance-maladie qui ne touchent aucune autre aide, soit 26% de la population genevoise. Un sérieux coup de pouce pour la classe moyenne!

→ À signer sur ps-ge.ch

financer les soins dentaires. ». La condition pour être soigné dans cette permanence est de rencontrer un-e conseiller-ère social-e de la Croix-Rouge qui évalue la situation personnelle de chaque patient-e. Les soins dentaires y sont abordables et d'excellente qualité.

Philippe Morel est scandalisé par l'état de santé bucco-dentaire de ses patient-es, trop souvent le reflet des inégalités sociales. Il aime rappeler que cette situation n'est pas une fatalité, et qu'elle ne prévaut pas depuis si longtemps! Jusqu'à l'ère napoléonienne, les caries étaient un problème de riches: seules les personnes fortunées pouvaient se procurer du miel et du sucre de canne. Quand la betterave sucrière est apparue, faisant chuter le prix du sucre, la carie s'est popu-

larisée chez les pauvres, tandis que les riches trouvaient de meilleures façons de se protéger des caries.

«Aujourd'hui les enfants sont assaillis par la publicité pour le sucre, et ceux des classes populaires ont moins la possibilité de s'en protéger. L'industrie du sucre a les mains sales.» Et d'évoguer la carte de la prévalence de la carie à Genève, par établissement scolaire. Les écoles dans lesquelles la prévalence des caries est plus élevée que la moyenne se trouvent dans les quartiers populaires: la rive droite de la Ville de Genève, Meyrin ou Vernier... alors que d'autres communes sont les championnes des dents saines: Vandœuvres, Cologny ou Pregny-Chambésy... Ces différences flagrantes entre la santé dentaire des enfants des

communes riches et des quartiers populaires démontrent à quel point la santé bucco-dentaire peut se transformer en un miroir des inégalités sociales.

Alors, comment préserver la santé bucco-dentaire de chacun-e? «Je n'ai qu'une phrase: toujours la prévention... et vive les hygiénistes dentaires!» nous dit Philippe Morel.

Plus d'info sur la permanence Croix-Rouge:

- → www.croix-rouge-ge.ch
- → +41 22 304 04 61
- → psd@croix-rouge-ge.ch

Les dents, miroir des inégalités sociales

Philippe Morel est un dentiste pas comme les autres. Il n'a que peu exercé dans les cabinets privés, préférant travailler avec d'autres types de population (enfants, malades du sida, détenus). À l'heure de lancer notre initiative sur les soins dentaires, nous avons rencontré ce sympathisant du PS et lui avons demandé de revenir sur son parcours. Une rencontre qui confirme toute la pertinence de remettre la santé bucco-dentaire au cœur du débat politique et des enjeux de santé publique.

Récemment retraité, Philippe Morel aurait pu en profiter pour se reposer. Il en a été tout autrement. «Ma date de retraite coïncidait avec le début de la crise du covid et j'ai dû arrêter de travailler de façon prématurée. C'était très frustrant ». Mais quelques mois plus tard, le Service des écoles de la Ville de Lausanne le rappelle en renfort, tant la santé bucco-dentaire des

Portrait de Philippe Morel par Frédérique Bouchet

élèves s'est dégradée avec le confinement. «Je n'avais jamais vu une telle prolifération de caries en 15 ans! Avec le confinement, les enfants de familles précarisées ou en cours de précarisation ont été confrontés à la malbouffe, la sédentarité, l'inactivité, et ont développé des comportements dommageables pour leurs dents.»

En plus de la poursuite de cette activité, il exerce bénévolement depuis deux ans à la permanence de la Croix-Rouge genevoise. Contrairement aux idées reçues, il n'y traite pas que des personnes en situation de précarité. «J'ai comme patient-es des personnes qui travaillent mais qui peinent à

L'INITIATIVE EN 3 POINTS



Un chèque pour les soins dentaires

Les bénéficiaires de subsides d'assurance-maladie recevront annuellement un chèque de CHF 300.- à faire valoir auprès d'un-e médecin-dentiste ou d'un-e hygiéniste dentaire.

Renforcer la prévention

Les actions de promotion de la santé buccodentaire seront renforcées auprès de toute la population, par des campagnes d'information et de dépistage dès la prime enfance.



Médecin-dentiste cantonal

Un-e médecin-dentiste cantonal sera chargé de mettre en place un plan d'action pour promouvoir la santé bucco-dentaire.



Postscriptum | novembre 2022 14 Postscriptum | novembre 2022

